

Le scandale EDF



Article rédigé par *Votre Info Finance*, le 21 février 2022

En Novembre 2005, le gouvernement décidait d'introduire EDF en Bourse.

Le ministre de l'économie de l'époque s'appelait Thierry Breton.

Une introduction vantée comme un nouvel exemple de "capitalisme populaire".

LE CAPITALISME POPULAIRE

Thierry Breton déclarait en novembre 2005 :

«EDF a de très beaux actifs, de grands projets, un très bon management. C'est ce qui fera que, progressivement, le cours de Bourse pourra augmenter.»

Il a eu raison à court terme.

Introduite à 32 euros en novembre 2005, l'action s'envolait à plus de 83 euros deux ans plus tard.

C'EST APRÈS...

...que ça s'est gâté.

En 2017 déjà, l'action s'effondrait en dessous de 8 euros.

Un niveau que l'action retrouve en ce moment.

L'action EDF vaut très exactement 10% de ce qu'elle valait en 2007.

Un désastre total.

Un désastre au parfum de scandale même.

SORTIE DU CAC 40

EDF a été éjectée du CAC 40 à la fin de l'année 2015.

Elle n'avait rien à y faire.

Rappelons que l'introduction d'EDF a été à l'époque la plus grosse introduction en Bourse d'une entreprise publique.

Elle a même été la quatrième capitalisation boursière de Paris.

EDF n'avait rien à faire dans le CAC 40.

MAIS EDF N'AVAIT RIEN À FAIRE EN BOURSE

5 millions d'actionnaires individuels ont participé à cette introduction en Bourse.

Une large majorité a conservé ses actions et donc a perdu près de 90% de son investissement.

Rien à faire en Bourse car EDF est une entreprise qui est gérée par l'État en fonction de critères qui relèvent plus du domaine politique que du domaine économique ou financier.

QUAND EDF...

...doit reprendre des activités désastreuses comme celles d'Areva ou quand EDF fixe des tarifs d'électricité favorables à ses concurrents ou aux consommateurs, des tarifs déconnectés de la réalité, nous ne sommes plus dans la sphère de l'économie privée mais dans la sphère du service public.

ET UNE FOIS DE PLUS

L'État doit remettre de l'argent.

Une augmentation de capital est nécessaire.

Urgente même.

Et c'est l'État qui va verser les 2.1 milliards d'euros nécessaires.

EDF est surendettée.

Ses revenus vont s'effondrer en 2022 du fait du gel des prix de l'électricité.

Et EDF va devoir financer une partie de l'ambition nucléaire du gouvernement.

UNE FOIS DE PLUS

L'exemple d'EDF illustre les défaillances du système de notations dites ESG.

Selon les différentes agences de notation, EDF est dans le top 10%, voire 1% même pour certaines.

Des notes exceptionnelles.

Et pourtant une blague : dans ESG, il y a le G de gouvernance et la gouvernance d'EDF n'est pas une gouvernance d'entreprise privée puisque l'État décide de tout.

IL FAUT QUE CE SCANDALE...

...s'arrête et que le gouvernement retire EDF de la Bourse au sein de laquelle elle n'a jamais eu sa place.